



## CRITERES DE PRIORISATION

### TAUX DE SPECIALISATION

Productions	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos ...../...../.....	Taux de spécialisation
A) Chiffre d'affaires total	_____ €	
B) Chiffre d'affaires production de porcs	_____ €	
C) Chiffre d'affaires production de bovins-viande	_____ €	
D) Chiffre d'affaires production de bovins-lait	_____ €	
E) Chiffre d'affaires production élevage avicole	_____ €	
F) Chiffre d'affaires production élevage autres		
<b>G) Total chiffre d'affaires élevage (B+C+D+E+F)</b>	_____ €	_____ % (G/A)

### EXPLOITATION AU FORFAIT

Oui  Non

### Critères supplémentaires définis localement

Se référer, le cas échéant, à la fiche spécifique à votre département, fournie par la DDT(M)

### CERTIFICATION DES DONNEES COMPTABLES

<b>Données fournies par un centre comptable</b> <i>Obligatoire pour les exploitations au réel.</i>	<b>Données <u>non certifiées</u> par un centre comptable</b> <i>Cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion</i>
<p>Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____</p> <p><b><i>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</i></b></p> <p><b>Signature et cachet du centre comptable :</b></p>	<p><i>Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...</i></p> <p><b><i>J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus</i></b></p> <p><b>Signature et nom de l'exploitant demandeur :</b></p>

(\*)

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom) : \_\_\_\_\_

- **Demande à bénéficiaire de l'aide 'une aide à l'allègement des charges financières à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français numéro 2.**
  
- **Atteste sur l'honneur :**
  - avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
  - l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
  - avoir pris connaissance des décisions du Directeur général de FranceAgrimer INTV-GECRI-2016-13 du 31/03/2016 et INTV-GECRI-2016-22 du 27/04/2016
  - être à jour de mes obligations fiscales et sociales
  - n'avoir fait qu'une seule demande d'aide dans le cadre de cette mesure
  - ne pas avoir sollicité d'aide pour les volets B&C dans le cadre du plan élevage 1 (2015)
  - avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
  - que mon entreprise n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
  - être informé que le plafond des aides *de minimis* est limité à :  
15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement *de minimis* agricole ») , Ce règlement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.
  
- **M'engage à :**
  - à fournir à la DDT/DDTM les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.
  - autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.
  - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire,
  - accepter et faciliter les contrôles.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ (obligatoire)

**Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC**

## MENTIONS LEGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

**LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE**

Joindre à la présente demande les pièces justificatives et cocher la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
<p><b>Cas des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable :</b></p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable :</b></p> <p>- Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande,</p> <p>- Notification du forfait par l'administration,</p> <p>- Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfitaire de l'exploitation</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>- Attestation signée par le demandeur dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « <i>de minimis</i> » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (<b>annexe n°1 de la notice explicative Cerfa N°51992#04</b>)</p> <p>- Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides <i>de minimis</i> au titre d'autres règlements <i>de minimis</i> (règlement <i>de minimis</i> entreprise, <i>de minimis</i> pêche ou <i>de minimis</i> SIEG), partie complémentaire de l'attestation susvisée (<b>annexe n°1 bis de la notice explicative Cerfa N°51992#04</b>)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, fiche spécifique de votre département pour les critères de priorisation définis localement <b>dûment remplie</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, le pouvoir ( <b>annexe 2 de la notice explicative Cerfa Cerfa N°51992#04</b> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Le cas échéant, pour le volet b de l'aide (prise en charge de la commission de garantie) : Annexe 4</b> de la notice explicative certifiant le montant de la garantie relative au(x) prêt(s) de restructuration.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p><b>Le cas échéant, pour le volet c de l'aide (coûts liés à la restructuration de la dette) : Annexe 5</b> de la notice explicative.</p> <p><i>Document à faire certifier par l'établissement bancaire (le nom, la signature ainsi que le cachet de l'établissement sont indispensables)</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, pour les récents installés, un document justifiant de la date de l'installation (attestation MSA, certificat de conformité « aides à l'installation des JA »...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**RESERVE A L'ADMINISTRATION  
A USAGE DE FRANCEAGRIMER - NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° de dossier : \_\_\_\_\_

Date de réception : |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|